

## Le manque d'intégration des migrants coûte cher à la Belgique, selon l'OCDE

### ■ L'organisation dresse un bilan mitigé de l'action du gouvernement Michel.

**I**l faudra s'habituer à une "croissance molle" de l'économie mondiale durant les prochains mois. Voici en substance le résumé du dernier rapport de l'OCDE, l'organisation de coopération et de développement économiques, dont les pays membres pèsent 80% du PIB mondial. Si la croissance économique de certains pays, comme les Etats-Unis ou l'Inde, va s'accélérer, d'autres vont confirmer leur ralentissement (Chine, Japon...). La zone euro enregistre, elle, déjà une lente amélioration cette année (voir infographie).

Et la Belgique? Selon l'organisation, il faudra attendre 2017 pour voir une embellie. L'année en cours est, elle, plutôt morose. "La croissance économique ralentira en 2016 en Belgique car la consommation des ménages sera freinée par les mesures d'assainissement budgétaire et de modération salariale", explique l'OCDE, qui dresse un véritable bulletin pour le gouvernement de Charles Michel. Avec ses points positifs et négatifs.

**1 Ce qui va mieux en Belgique.** Commençons par les points positifs. La meilleure santé actuelle de nos principaux partenaires commerciaux (Etats-Unis et Europe) soutient les exportations des entreprises belges. La Belgique, pays qui dépend énormément du commerce extérieur, récupère aussi de la compétitivité à l'international, suite à la baisse, pour la deuxième année consécutive, des coûts unitaires de main-d'œuvre. Au niveau de la consommation, le faible niveau des prix du pétrole a stimulé les dépenses des ménages. Mais ces dépenses devraient faiblir,

selon l'OCDE qui pointe deux freins : la suspension de l'indexation automatique des salaires et des prestations ainsi que les "restrictions aux négociations collectives" de ces mêmes salaires. Ajoutons que les attentats terroristes de Paris et Bruxelles "ont pesé sur la croissance de la consommation privée".

Restons dans les points positifs: le déficit budgétaire belge est le plus faible depuis la crise financière. "La poursuite d'une politique d'assainissement budgétaire progressif est appropriée dans la me-

sure où la dette publique (belge) est supérieure au PIB", remarque l'OCDE. Mais il ne faut pas aller trop loin dans l'austérité, selon l'organisation qui estime que des "économies budgétaires sont possibles si des gains d'efficacité dans les dépenses sont obtenus". L'OCDE approuve certaines mesures prises par le gouvernement. La baisse des charges sociales pour les employeurs et les stimulants fiscaux pour les investissements dans les PME, auront, selon l'organisation parisienne, un impact positif sur la productivité. La situation du marché de l'emploi devrait aussi s'améliorer avec un taux de chômage qui va passer de 8,5 % en 2015 à 7,5 % en 2017.

**2 Les faiblesses belges.** Certaines mesures du gouvernement Michel ont eu un effet direct sur la hausse des prix. L'OCDE remarque ainsi que l'inflation de notre pays est la plus élevée de la zone euro. "Cette inflation s'oriente à la hausse, principalement sous l'effet des augmentations de la fiscalité indirecte, notamment sur l'électricité." La Belgique n'intègre également pas assez ses migrants et les personnes peu

qualifiées sur le marché du travail. Et cela commence par l'éducation. "Il faut réduire la concentration d'élèves défavorisés dans certains établissements, [...] étoffer l'offre de formation et les plans en faveur de la diversité", recommande l'organisation. Selon l'OCDE, si la Belgique n'améliore pas cette intégration, elle risque de ne pas pouvoir "pérenniser" sa croissance. L'organisation plaide aussi pour davantage d'investissements publics dans notre pays, surtout dans les infrastructures. Enfin l'économie belge, très ouverte, n'est pas à l'abri de chocs externes dans les mois à venir. "Un scénario de type Brexit, conjugué à un ralentissement de l'expansion économique au Royaume-Uni, serait particulièrement préjudiciable aux exportations belges", conclut le rapport.

R.Meu.

